

PRÉFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
des Pays de la Loire

Nantes, le 5 NOV. 2014

Unité Territoriale de
Subdivision de

Nos réf. : N1-2014-639

Vos réf. : votre bordereau du 29 septembre 2014

Affaire suivie par : Sophie CONSTANT

sophie.constant@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 72 74 78 13 – Fax : 02 72 74 77 99

Courriel : ut-nantes.dreal-pays-loire@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Société CETRA GRANULATS à Montoir-de-Bretagne

Projet de création d'une station de transit et d'une installation de traitement de matériaux sableux marins

Conformément à l'article R.512-46-16, Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique a transmis par bordereau du 29 septembre 2014 à l'Inspection des Installations Classées les avis des conseils municipaux et les observations du public dans le cadre de la demande d'enregistrement déposée le 4 juillet 2014 par la société CETRA GRANULATS ayant pour l'objet l'exploitation d'une station de transit et d'une installation de traitement de matériaux marins.

L'examen du dossier et le déroulement de la procédure conduisent à proposer l'aménagement des prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales. Conformément à l'article R.512-46-17, le dossier doit, à l'issue de la consultation du demandeur, faire l'objet d'un avis du CODERST.

1 – RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1 – Le demandeur

Raison sociale	: CETRA GRANULATS
Siège social	: Avenue de la gare – 44480 Donges
Adresse du site	: Zone portuaire – 44550 Montoir-de-Bretagne
Statut juridique	: Société par actions simplifiées (SAS)
N° de SIRET	: 304 785 926

Code APE : 0899 Z

Nom et qualité du demandeur : Monsieur De Sousa Reis, Président Directeur Général

Interlocuteur pour le dossier : Anthony De Sousa Reis, responsable des ressources minières

1.2 – L'historique du site

La société CETRA GRANULATS exploite actuellement le terminal sablier de Montoir-de-Bretagne à proximité du pont de Saint-Nazaire, sous couvert d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine géré par le Grand Port Maritime Nantes Saint-Nazaire.

Toutefois, les AOT dont bénéficie la société ne seront pas renouvelées au-delà de 2014.

Le port a donc proposé un nouveau site plus en amont sur le secteur portuaire de Montoir (sur le Terminal Multi Vrac).

2 – OBJET DE LA DEMANDE

2.1 – Le projet

La demande vise l'enregistrement d'une station de transit et d'une installation de traitement de matériaux marins, où seront effectuées les activités suivantes :

- réception des matériaux marins sableux acheminés par convoyeur depuis le terminal sablier situé en bordure de Loire et géré par la société Sablières de l'Atlantique, associée à la société CETRA GRANULATS depuis 1985,
- traitement par criblage et broyage de ces matériaux,
- ensachage éventuel effectué dans un bâtiment de 900 m²,
- stockage des produits finis fabriqués.

2.2 – Le site d'implantation

Le site d'implantation choisi par l'exploitant se trouve sur la commune de Montoir-de-Bretagne en zone UG du Plan local d'Urbanisme définie comme une zone industrialo-portuaire.

Le domaine du grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire n'est pas découpé de façon cadastrale. La société CETRA GRANULATS dispose d'une convention d'occupation d'une durée de 30 ans.

L'emprise des installations du terminal sablier est de 4 hectares.

Un permis de construire (bâtiment d'ensachage et local transformateur) a été déposé en mairie de Montoir-de-Bretagne le 4 août 2014. La demande de permis de construire a fait l'objet d'un avis favorable de la DDTM et de l'inspection des installations classées.

2.3 – Usage futur proposé

Le site est destiné à recevoir d'autres activités économiques éventuelles liées à la zone portuaire.

En cas de cessation définitive de l'activité sur le site, la remise en état consistera en :

- l'évacuation ou l'élimination de tout vestige industriel éventuel tel que pièces métalliques, dalles ou stocks de matériaux,
- la mise en place d'une clôture périphérique,
- la réalisation de sondages et prélèvements pour analyses afin de mettre en évidence d'éventuelles pollutions affectant le sol et le sous-sol,

- les opérations de nettoyage qui s'avéreraient nécessaires.

Par courrier du 3 juillet 2014, le maire de la commune de Montoir-de-Bretagne a émis un avis favorable sur la remise en état du site.

Par courrier du 18 juin 2014, le propriétaire des terrains, le grand Port Maritime, a émis un avis favorable sur la remise en état du site.

3 – INSTALLATIONS CLASSEES ET REGIME

L'établissement relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L 511-2 du Code de l'Environnement et les activités sont rangées sous les rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Régime	Portée de la demande
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux Inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m², mais inférieure ou égale à 30 000 m²	Surface = 16 000 m²	E	<i>Demande d'enregistrement</i>
2515-1-b	Installation de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes , autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW	Puissance = 500 kW	E	<i>Demande d'enregistrement</i>
1432-2-b	Stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés représentant une capacité totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³	- Stockage aérien de GNR : 3 m³ - Stockage aérien d'huiles neuves et usagées : 1 m³ Ceq = 0,67 m³	NC	-
1435-3	Stations-service : Installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockages fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume équivalent annuel de carburant distribué étant supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 3 500 m³	Veq = 10 m³	NC	-

Régime : E (enregistrement)
NC (non classé)

Portée de la demande : concerne les installations repérées « demande d'enregistrement »

4 – CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes comprises dans un rayon d'un kilomètre, à savoir :

- Montoir-de-Bretagne,
- Donges,

ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

Par courrier du 26 septembre 2014, le conseil municipal de Montoir-de-Bretagne a émis un avis favorable au projet de la société CETRA GRANULATS.

Par courrier du 29 septembre 2014, le conseil municipal de Donges a émis un avis favorable et sans réserve à la demande formulée par la société CETRA GRANULATS.

5 – OBSERVATIONS DU PUBLIC

La demande a été portée à la connaissance du public du 19 août 2014 au 16 septembre 2014 (<http://www.loire-atlantique.gouv.fr/Nos-publications/Publications-legales/Installations-classées-ICPE/Installations-Industrielles/SAS CETRA GRANULATS>).

La demande a été mise en ligne sur le site internet de la préfecture de Loire-Atlantique.

Aucune observation n'a été portée au registre ou transmise par courriel.

6 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

6.1 – Justification de l'absence de basculement

Au vu des éléments de la recevabilité ainsi que du déroulement de la procédure, le projet déposé par la société CETRA GRANULATS ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation.

6.2 – Compatibilité avec la procédure d'enregistrement

6.2-1 – Examen de la conformité du projet avec les arrêtés de prescriptions générales

L'exploitant a justifié que son projet respecte :

- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux installations de broyage, concassage, criblage,... soumises au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des articles 52 et 57 pour lesquels il a sollicité un aménagement tel que décrit au chapitre 3 ci-après,
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 décembre 2013 relatif aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes soumises au régime de l'enregistrement de la nomenclature des installations classées, à l'exception de l'article 50 pour lequel il a sollicité un aménagement tel que décrit au chapitre 3 ci-après.

6.2-2 – Compatibilité avec l'affectation des sols

Le projet est compatible avec les documents d'urbanisme opposables au tiers.

6.2-3 – Compatibilité avec certains plans et programmes

Le projet est compatible avec le plan de protection de l'atmosphère de Nantes/Saint-Nazaire.
Le projet est compatible avec les orientations du SDAGE et du SAGE.
Le projet est compatible avec le plan d'action pour le milieu marin.

6.2-4 – Analyse des avis et observations émis lors de la consultation

Le projet n'a reçu aucun avis défavorable.

Aucune observation n'a été relevée lors de la consultation du public qui s'est déroulée du 19 août 2014 au 16 septembre 2014 à l'hôtel de ville de Montoir-de-Bretagne.

6.3 – Aménagement sollicité par l'exploitant

L'exploitant sollicite l'aménagement de prescriptions relatives aux mesures de retombées des poussières (article 57 de l'arrêté de prescriptions générales du 26 novembre 2012 et article 50 de l'arrêté de prescriptions générales du 10 décembre 2013).

Il propose que les mesures de retombées de poussières aient une fréquence annuelle uniquement au lieu d'une fréquence trimestrielle, étant donné le contexte industriel du secteur et la nature humide du matériau stocké.

L'inspection des installations classées propose toutefois que la fréquence des mesures de retombées de poussières soit trimestrielle au cours des deux premières années de fonctionnement. Par la suite, en cas de non-dépassement des valeurs limites au cours de ces 24 mois continus, la fréquence des mesures devient annuelle.

De plus, la valeur limite pour les retombées de poussières est fixée à 350 mg/m²/jour.

L'exploitant sollicite également l'aménagement de prescriptions relatives aux mesures des niveaux sonores (article 52 de l'arrêté de prescriptions générales du 26 novembre 2012).

Il propose que les mesures de bruit et de l'émergence soient réalisées tous les trois ans conformément à l'arrêté de prescriptions générales du 10 décembre 2013, à la place d'une fréquence annuelle.

L'inspection propose d'accorder cet aménagement, en raison de l'implantation du site dans une zone industrielle où les habitations les plus proches sont localisées à environ 1 km.

Ces aménagements ne justifient pas au regard des articles L 512-7-2 le basculement en procédure d'autorisation.

6.4 – Proposition de prescriptions complémentaires de l'inspection des installations classées

L'inspection propose des prescriptions complémentaires pour la protection des salariés du site au regard du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de Montoir-de-Bretagne en cours d'élaboration.

Par arrêté préfectoral du 30 décembre 2010, le PPRT de Montoir a été prescrit et il fait actuellement l'objet de la saisine des Personnes et Organismes associées (POA). Le projet de PPRT délimite, à l'intérieur du périmètre d'exposition au risque, des zones de réglementations différentes, définies en fonction du type d'effet, de l'intensité, de la probabilité et de la cinétique des accidents majeurs susceptibles de survenir.

Ces zones, par ordre de contraintes croissantes, sont :

- b : zones d'autorisation sous conditions,
- B : zones d'autorisation limitée sous conditions,
- r : zones d'interdiction,
- R : zone d'interdiction stricte.

Le site d'implantation de la société CETRA GRANULATS est recoupé par la zone B uniquement et il est concerné par des effets toxiques en provenance de l'établissement Yara France.

S'agissant d'une nouvelle implantation et compte tenu de ces risques majeurs encourus, une stratégie de confinement doit donc être mise en œuvre et comporter les aspects suivants :

- la création d'au moins un local de confinement de taille adaptée au nombre de personnes à protéger, dont la(les) localisation(s) sera(ont) choisie(s) pour en optimiser l'efficacité. Cette création se fera par la construction d'un nouveau local,
- la réalisation d'un exercice annuel de mise en sécurité des personnes présentes sur le site.

Ces dispositions supplémentaires, qui seront également prescrites par le PPRT en cours, ne justifient pas au regard des articles L 512-7-2 le basculement en procédure d'autorisation.

7 – CONCLUSION

La société CETRA GRANULATS a déposé une demande d'enregistrement pour la création d'une station de transit et d'une installation de traitement de matériaux marins sur la commune de Montoir-de-Bretagne.

La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R.512-46-8 à R.512-46-17.

L'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation applicable.

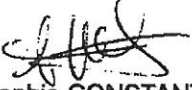
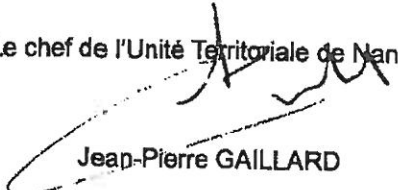
Le contexte nécessite l'adaptation des prescriptions applicables, à savoir :

- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 décembre 2013 relatif à la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées,
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatif à la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées.

Le projet nécessite également des prescriptions particulières liées aux risques encourus par la présence à proximité du site Seveso YARA France et à la mise en œuvre du PPRT de Montoir-de-Bretagne.

Les aménagements sollicités par l'exploitant et les modifications des prescriptions générales telles que décrites ci-dessus nécessitent préalablement l'avis du CODERST conformément à l'article R.512-46-17.

L'inspection propose à monsieur le préfet de Loire-Atlantique de soumettre, après consultation du demandeur conformément à l'article R.512-46-17, le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement ci-joint à l'avis des membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires.

Rédaction	Validation
<p>L'inspecteur de l'environnement</p>  <p>Sophie CONSTANT</p>	<p>Le chef de l'Unité Territoriale de Nantes</p>  <p>Jean-Pierre GAILLARD</p>

Adopté et transmis à monsieur le préfet de Loire-Atlantique
Pour le Directeur régional et par délégation,



Estelle SANDRE-CHARDONNAL